

Le budget

Voici ce qu'il a dit: «Les dirigeants provinciaux ont fait ce qu'il fallait faire ces dernières années, qu'ils essaient maintenant de payer à ma place ce que je n'ai pas pu payer moi-même.»

Les provinces sont pénalisées pour avoir bien tenu leur comptabilité ou pour avoir mis de l'ordre dans leurs affaires. Il faut voir quelle a été la réaction des provinces, notamment celle du Nouveau-Brunswick, ma province, qui a dû prendre des décisions difficiles, des décisions pénibles qui lui ont permis d'équilibrer son budget. Voilà maintenant que le ministre des Finances leur inflige des compressions qui vont les plonger dans le même chaos que celui qu'il nous a valu.

[Français]

Lors de son discours de novembre 1984 portant sur le Budget, le ministre des Finances a fait la mise en garde suivante: «Si le gouvernement n'agit pas, s'il se contente de poursuivre les politiques mises en oeuvre par le gouvernement précédent, les dépenses s'élèveront à un nouveau record de 137 milliards de dollars, en 1990.» Le ministre était très effrayé de cette possibilité. Il disait que cela faisait preuve d'irresponsabilité et il a proposé des solutions pour corriger la situation, madame la Présidente. Drôle de solution!

Lors de sa première année à la barre des finances, en 1984, le gouvernement a dépensé 109 milliards de dollars. Le Budget d'hier prévoit des dépenses de 148 milliards de dollars en 1990-1991, une augmentation de 39 milliards de dollars depuis 1984 et 11 milliards de dollars de plus que ce qu'il croyait être une situation absolument intolérable lorsqu'il est arrivé au pouvoir.

[Traduction]

Le ministre prétend que nous devons faire abstraction des paiements d'intérêts lorsque nous parlons de ces choses. Que nous ne devons pas en tenir compte lorsque nous comparons ses états de service en matière de dépenses. Je me demande bien pourquoi. Je pensais, et la plupart des Canadiens sont de mon avis, je crois, que les gouvernements ne sont pas différents des simples citoyens en ce sens qu'ils doivent payer des intérêts sur leurs dettes.

On comprend que le ministre ne veuille parler ni des frais d'intérêt sur la dette ni des taux d'intérêt. C'est parce qu'il sait que les taux d'intérêt élevés qu'il nous impose sont la principale cause du déficit et des problèmes budgétaires.

Le consensus est une chose importante. Le premier ministre en parle tout le temps, mais il a réalisé tout un consensus ces derniers temps au Canada. Il a rallié 80 p. 100 des Canadiens contre sa taxe sur les produits et services. Et voilà maintenant que tous les premiers ministres, tous les ministres des Finances et tous les trésoriers provinciaux condamnent en bloc son budget. Il réussit, mais je ne suis pas convaincu que ce soit le résultat qu'il visait au départ.

Partisans du consensus, les membres conservateurs du Comité permanent des finances, les membres néo-démocrates et nous-mêmes avons résolu à l'unanimité le printemps dernier de recommander au ministre des Finances et au gouvernement de réduire les taux d'intérêt. Tout le monde était d'accord. Les premiers ministres sont venus à Ottawa et ont déclaré la même chose, mais le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada ont opposé une fin de non-recevoir. Le ministre a refusé d'écouter ses propres collègues et il refuse maintenant d'écouter les Canadiens. Son budget démontre clairement que la dette elle-même n'est pas la seule dimension du problème du gouvernement. Les taux d'intérêt sur cette dette aussi en font partie. Les chiffres du ministre démontrent que, compte tenu de l'importance économique relative de chacun, la dette du Canada est actuellement plus petite que celle des États-Unis. Pourtant, les Américains s'en tirent plutôt bien en ayant des taux d'intérêt de beaucoup inférieurs aux nôtres.

La différence, et la cause de nos maux, c'est que nous devons payer des intérêts de 4 à 5 points de pourcentage supérieurs à ce que paieront les Américains. Ces taux d'intérêt élevés laissent moins d'argent au gouvernement pour s'occuper des priorités nationales, si, bien sûr, de telles priorités existent aux yeux du gouvernement, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des garderies, de l'environnement, etc.

Le ministre des Finances et le premier ministre disent être favorables aux taux d'intérêt élevés parce que c'est bénéfique pour le Canada. Ils affirment qu'il faut d'abord réduire le déficit pour parvenir à abaisser les taux d'intérêt. Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Crow, a-t-il déjà dit qu'il abaisserait les taux d'intérêt si le déficit était réduit? Ce qu'il a déclaré à maintes reprises, c'est que les taux d'intérêt demeureraient élevés tant que nous ne connaîtrions pas ce qu'il a appelé la stabilité des prix.

M. Crow a déclaré souvent que l'inflation est le premier facteur qui entre en ligne de compte au moment de